

Extension Sans Couts

Mai 2019

Consortium	International Alert
Projet	Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani
Localisation	Zone Prioritaire de la Plaine de la Ruzizi
Bailleur de Fonds	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)
Intermédiaire	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Durée du projet	1 ^{er} juillet 2017 au 30 juin 2019
Extension sollicitée	1 ^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019

1. Contexte

Le Consortium International Alert (Alert) met en œuvre le projet « Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani » en collaboration avec neuf partenaires locaux¹, la population et les autorités locales en 9 groupements dans la zone prioritaire (ZP) de la stabilisation, y compris la chefferie de la Plaine de la Ruzizi (Kakamba, Kabunambo et Luberizi) ; la chefferie de Bavira (Bijombo, Uvira Centre) ; la chefferie de Bafuliiru (Kigoma, Lemera) ; le secteur d'Itombwe (Basimukindji, Basimunyaka) ; et la cite de Kamanyola. Le projet couvre les 5 piliers du programme ISSSS (I4S), notamment, le dialogue démocratique, le conflit foncier, la gouvernance sécuritaire, la cohésion sociale et la relance socio-économique des jeunes², et le genre.

Ce projet vise à :

- Renforcer la sécurité des femmes, jeunes femmes, jeunes hommes, et hommes dans la zone prioritaire ;
- Renforcer la légitimité de l'État Congolais et ses institutions dans la zone prioritaire ;
- Renforcer la résilience des populations dans la zone au conflit.

Il applique une approche programmatique participative de transformation de conflit qui donne la première place aux communautés bénéficiaires et qui se focalise sur l'analyse participative de contexte et des conflits, le dialogue communautaire, la communication et la mobilisation sociale, le plaidoyer et le réseautage des acteurs clés.

Le projet cible 5 objectifs spécifiques :

¹ Action pour le Développement et la Paix Endogène (ADEPAE), Solidarité des Femmes Activistes pour la Défense des Droits Humains (SOFAD), Réseau d'Innovation Organisationnel (RIO), Association Paysanne pour le Développement intégré au Sud-Kivu (APDIK), Unions des Groupes d'Etudes et d'Actions pour le Développement de Fizi-Itombwe (UGEAFI), Groupe Milima (GM), Innovation et Formation pour le Développement et la Paix (IFDP), Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) et CARITAS Uvira

² Notre définition des jeunes : le projet va impliquer des jeunes de 18 à 30 ans. Nous travaillons avec deux groupes des jeunes : les jeunes non-instruits et les jeunes instruits. 40% sont des jeunes femmes et 60% sont des jeunes hommes

1. Les acteurs du conflit, les hommes, les femmes et les jeunes de la zone prioritaire participent – avec le soutien des autorités et des intervenants – à la mise en œuvre de solutions de paix identifiées collectivement.
2. Le renforcement de la gouvernance foncière ainsi que de la collaboration et redevabilité entre les autorités en charge du foncier et les populations contribue à la réduction du nombre et de l'ampleur des conflits fonciers.
3. Le renforcement de la gouvernance sécuritaire ainsi que de la collaboration et de la redevabilité entre les autorités en charge de la sécurité et les populations permet de réduire les risques sécuritaires et de protection auxquels les femmes, les hommes, les jeunes et les enfants de la ZP sont exposés.
4. La cohésion sociale et la résilience des communautés sont renforcées grâce à des activités de réinsertion et de relance socioéconomique ciblant prioritairement les jeunes.
5. Le niveau de la violence sexuelle et basé sur le genre dans la zone prioritaire est réduit

Le projet « Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani » est opérationnel depuis 1 année et 7 mois. Sur le terrain, on observe quelques réalisations importantes suivantes :

- Aux termes de trois séances de mini-dialogue avec les membres des communautés de Banyamulenge, Bafuliiru, Bavira, Banyindu, Babembe, **5 cahiers des charges**³ des communautés ont été dégagés, basé sur les résultats d'un processus de recherche action participative (RAP). Ces cahiers des charges soulignent les priorités de chaque communauté avant d'entrer dans le processus de dialogue et sont basé sur les analyses participatives des moteurs des conflits ciblés.
- **26 structures locales de paix sont accompagnées** par le projet à Uvira, Lemera, Kamanyola, Bwepera, Kabunambo et Mikenge dont 7 sont gérées par les femmes et 4 groupes consultatifs établis à Uvira, Luberizi, Lemera et Mikenge. Ces structures jouent un rôle important dans la résolution des conflits dans ces entités respectives ; les membres sont des personnalités influentes au niveau de le territoire et au niveau du province qui suivent le processus de la mise en œuvre des accords signés entre des parties de conflit et facilité par les structures locales de paix. Ces structures communautaires travaillent aussi dans la sensibilisation et la médiation des conflits fonciers sous la houlette de 8 comités mixtes des agriculteurs et éleveurs mises en place et/ou redynamisées dans toute la ZP. Grâce à ce mécanisme, 22 conflits intercommunautaires ont été résolus et 18 en cours des médiations.
- Un **projet d'édit sur l'élevage et l'agriculture** en province du Sud-Kivu est élaboré à travers un colloque qui a impliqué tous les acteurs aux niveaux communautaires, territoriaux, provinciaux et nationaux. L'endossement de cet édit avait eu lieu à Bukavu en date du 22 août 2018 et a signalé la volonté et l'approbation au niveau provincial de besoin d'une réforme des lois foncières et un cadre légal qui peuvent résoudre des conflits fonciers dans une manière durable et sensible aux autres conflits.
- **Une cartographie issue des enquêtes parcellaires** a été réalisée à Kabindula en chefferie de Bavira et à Lemera en chefferie de Bafuliiru ainsi que le diagnostic participatif. Grâce à l'actualisation de la cartographie, 13 passages vaches vers le Kraal et abreuvoir ont été réhabilités et 7 espaces de pâturage ont été remis en état grâce réduisant ainsi les conflits entre éleveurs et agriculteurs à Kamanyola.

³ Un cahier de charge est un document élaboré par les communautés engagées dans un dialogue qui exprime les attentes, les contraintes des communautés ainsi que les spécificités exigées par les parties. En d'autres termes, un cahier de charge est un élément essentiel de dialogue démocratique. Il compte les demandes ou des propositions des actions à mener pour atténuer les conflits. Ces actions visent les causes profondes des conflits et les alternatives

- **Les capacités de 150 agents de l'état et des agriculteurs /éleveurs** (90 hommes et 60 femmes) sur les thématiques du foncier sont améliorés à travers des séances de sensibilisation sur : le processus de la réforme foncière, la loi sur la décentralisation de la gouvernance foncière, la place des associations et du pouvoir dans le processus de la certification des droits fonciers coutumiers qui ont conduit à la certification des parcelles de membres des communautés.
- **6 scores cards sécuritaires réalisés** dans le secteur d'Itombwe, la chefferie de Bafuliiru et les chefferies de Bavira et plaine de la Ruzizi ce qui ont permis aux membres des communautés ainsi que les forces et services des sécurités d'élaborer les actions prioritaires qui répondent aux questions soulevées par les résultats de scorecard. Le type d'action dépend de la question soulevée, mais ça peut être une campagne de sensibilisation auprès des communautés pour les sensibiliser sur les objectifs de certaines opérations des services sécuritaires ou des initiatives pour solliciter l'avis des membres de la communauté sur des stratégies, comme la gestion des insécurités locales pour les impliquer dans la réponse et renforcer leur confiance dans les autorités. Deux (02) Unités Communautaires de Sensibilisation (UCS) ont été mises en place dans le groupement de Kigoma, à Uvira (Kala) et un (01) UCS a été redynamisé dans le groupement de Lemera dans la chefferie de Bafuliiru. Les femmes jouent un grand rôle dans la sensibilisation des groupes armés. Les scorecards sont des matrices des indicateurs de confiance et collaboration entre les communautés et les services sécuritaires ; ces indicateurs sont élaborés avec des communautés et les services sécuritaires. Chaque mois les communautés remplissent le scorecard selon ses indicateurs à travers des réunions communautaires. Les résultats sont partagés avec des services sécuritaires au cours des réunions ou les leaders communautaires et la société civile présentent les résultats de leurs observations. Les autorités ont une opportunité de donner des réponses et expliquer les tendances soulevées et des actions sont convenues entre les deux parties (communautés et services sécuritaires) pour adresser les questions soulevées par le score card.
- 480 jeunes à risques, non-instruits (192 filles, 288 garçons) et 180 démobilisés et personnes à risques (95 hommes et 85 femmes) des différentes communautés ont été identifiés dans les lieux d'implémentation du projet et selon les témoignages et à travers des visites et évaluations sur terrain ils s'acceptent et se soutiennent mutuellement grâce aux capacitations sur les thématiques de la cohésion sociale et les activités économiques, notamment les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC), les coopératives et les activités de génération de revenu) dont ils sont bénéficiaires.
- **84.4 km de routes de dessertes agricoles ont été réhabilitées** par les jeunes non-instruits recrutés (voir le dernier point) pour les activités Haute intensité de la Main d'œuvre (HIMO).
- **660 bénéficiaires du projet, membres (de huit ethnies différentes) font partie des 36 AVECs** (Associations villageoises d'épargne et de crédit) où les jeunes instruits réalisent les activités d'épargne et de crédit au profit de leurs membres dans une approche de cohésion sociale et de relèvement socioéconomique. 12 autres AVECs au modèle ont été auto-crées par les populations non bénéficiaires qui ont voulu s'inspirer du modèle et de la réussite des AVECs mises en place par le projet Tujenge Pamoja.
- **12 centres d'alphabétisation** ont été ouverts dans la zone du projet pour 480 jeunes non-instruits. Parmi ces 480 jeunes, 240 ont déjà été alphabétisés au courant de l'année 1 du projet. 240 poursuivent leur alphabétisation.
- 687 personnes (dont 203 hommes et 484 femmes) ont pris part aux activités des **campagnes de sensibilisation communautaires**, informées par une étude CAP (connaissances, attitudes et perceptions) genre et ont exprimé leurs intérêts d'avoir des autres opportunités de discuter certains sujets – par exemple le mariage précoce (le mariage limite sérieusement la participation

des jeunes femmes dans des activités de gouvernance, paix et la sécurité parce qu'elles ne peuvent pas participer dans des discussions et dialogues communautaires. De plus, elles sont tirées du système éducatif qui les rend vulnérables à la manipulation des autres (y compris leurs leaders communautaires). Les séances plaidoyer pour **la participation de la femme dans les postes de prise de décision** menées auprès des autorités a permis au chef de groupement de Kamanyola de nommer 1 femme comme chef d'avenue et 2 femmes nommées comme conseillères au niveau du groupement de Kigoma.

A ce jour, certaines effets/changements obtenus par le projet se présentent comme suit :

- **Initiatives pour la paix à Bijombo :** À la suite des violences qui avaient déchirés le groupement de Bijombo, des initiatives ont été menées par les partenaires du projet, y compris une rencontre de réconciliation à Kabara, après laquelle, les violences ont repris d'ardeur. Du 18 au 19 septembre 2018, fut organisée à Uvira par la commission diocésaine Justice et Paix de l'Eglise catholique, une rencontre nommée « Initiative de Paix de Bijombo » appuyée par Alert sous l'impulsion de l'évêque du diocèse catholique d'Uvira. Grâce à l'appel de l'évêque, à sa grande capacité de mobilisation et son influence, les communautés, les autorités politiques et administratives s'étaient engagées à mettre en œuvre, à accompagner et à encourager les initiatives de paix à Bijombo.
 - Immédiatement après cette rencontre d'Uvira, l'Administrateur du territoire d'Uvira avait convoqué au chef-lieu du territoire, une réunion des ressortissants de Bijombo où avaient participé les leaders de la société civile d'Uvira, de Bijombo, la Section des Affaires civiles de la MONUSCO et Alert en vue de définir des stratégies pour aborder la question de Bijombo.
 - Après les initiatives d'Uvira, plusieurs rencontres et initiatives de paix ont été menées à Itombwe par les sages et membres des communautés sous l'accompagnement du projet Tujenge. Grâce à toutes les initiatives, une accalmie est de retour à Bijombo, les déplacés regagnent leurs villages d'origine et un accord/acte d'engagement sur la paix est prêt à être signé par les membres des communautés. Des activités préparatoires de mobilisation des officiels sont en cours en vue de cette signature.
- **Restauration de confiance entre les communautés et les chefs coutumiers sur l'usage de la terre :** Il y a une restauration de la confiance entre les membres des différentes communautés et entre les usagers des terres et les chefs coutumiers car les solutions aux litiges sont trouvées de façon communautaire et concertée. Les attitudes négatives vis-à-vis des chefs coutumiers jadis considérés comme rançonneurs et entrepreneurs des conflits ont positivement changé une référence dans la reconnaissance de droits fonciers des communautés, démontré par la participation effective de tous dans les équipes de reconnaissance (ER). Pendant le projet, les ER appuient les autorités traditionnelles ainsi que les acteurs des services étatiques du foncière à documenter, à résoudre, et à vider les différents conflits fonciers rencontrés (101 conflits fonciers résolus à Lemera).
 - Le chef de groupement de Kamanyola ainsi que le commandant de la Police Nationale dans le même site disent que grâce aux activités du Comité mixte (CM) agriculteurs-éleveurs via le projet Tujenge Pamoja Kwa Ajili ya Amani, ils ne perdent plus assez de temps aux bureaux à régler des problèmes fonciers. Ils avancent que : « Quelques personnes nous accusaient d'être injustes et se mettaient en conflit envers nous soi-disant que nous avions des parties pris dans la gestion de leurs différends fonciers. Aujourd'hui, nombreux de ceux-là qui présumaient que nous gérons mal leurs dossiers fonciers ont cessé de nous diaboliser et développent envers nous des sentiments de

sympathie et de confiance grâce aux services améliorés que nous leur rendons en collaboration avec le comité mixte agri-éleveurs. »

- **Augmentation de confiance et collaboration entre les communautés et les services sécuritaires pour la restauration de la sécurité dans la Plaine :** La relation entre la population et les services de sécurité est passé à l'étape de méfiance depuis janvier 2018 à l'étape de rapprochement entre les deux couches.
 - Les actions militaires étaient menées avant sans information de la population. Mais on observe dans la chefferie de Bafuliiru qu'avant une action militaire, les FARDC informent les membres des communautés à travers les UCS établies au sein du projet Tujenge. A Lemera quand il y avait des incidents de kidnapping, les membres des communautés à travers les Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité (CLSPs, structures formelles de coordination de la sécurité présidées par les chefs de chefferie), ont défini les mesures préventives où la population a collaboré avec les forces de sécurité pour apaiser la situation. Cela étant, les jeunes veilleurs des nuits devront appuyer les FARDC et la Police pour la sécurité nocturne, ils devront aussi jouer le rôle de renseignement ainsi informer aux FARDC tout mouvement suspect. La mise en application de ces mesures a permis un redressement rapide des niveaux de kidnapping.
 - À travers les séances de plaidoyer menées par les membres de l'UCS et du CLSP auprès du commandant des FARDC de Kabunambo, ce dernier a installé un poste militaire à Rukobero pour la sécurisation des villages voisins de Kigoma, qui a contribué de manière importante au **retour des 500 ménages déplacés** dans les groupements et cités voisins, renforçant ainsi la confiance et la relation entre les forces et services des sécurités et la population locales.
- **Les jeunes hommes et femmes ont désolidarisé des groupes armés et ils sont devenus les leaders pour la paix dans leurs communautés :**
 - Aujourd'hui les chefs de groupement de Kabunambo et de Kakamba sont fragilisés et leur capacité d'exploiter la jeunesse a sensiblement baissé grâce aux activités de cohésion sociales entre autres les AVEC et HIMO. Les 120 jeunes hommes et jeunes femmes membres des AVECs des groupements Kabunambo et Kakamba après avoir suivi une série des formations, appuis socioéconomique, sensibilisations et des visites d'échanges d'expériences se sont enfin décidés de se désolidariser des groupes armés.
 - Ils ont aussi sensibilisé d'autres jeunes ne faisant pas partie de leurs groupes armés afin que ces derniers leur emboitent le pas. La sensibilisation a été menée par les AVECs auprès des jeunes connus aux membres des AVECs dans leurs réseaux qui ont déjà été contacté par des groupes armés, ou qui sont impliqués dans des groupes violents dans la communauté/ville (qui utilisent des drogues, qui volent, qui menacent les communautés). Le fait que dans les deux groupements précités, il existe un dualisme de pouvoir (Barundi et Bafuliiru), chaque chef se repliant toujours sur sa communauté. Les jeunes sont appelés à sensibiliser aussi leurs chefs de groupements respectifs pour que cessent le dualisme de pouvoir qui ne profite en rien à la jeunesse. A travers les autres activités sous les autres piliers (« objectifs ») du projet – notamment objectif 1 – nous avons aussi travaillé avec des chefs pour les sensibiliser sur l'importance de la question du dualisme de pouvoir ; ils sont aussi impliqués dans les cadres d'échange qui suivent les activités des jeunes et – à travers leur implication – ils ont changé leur attitude par rapport aux jeunes.

- **Changements significatifs des attitudes dans les communautés ciblées en ce qui concerne la participation des femmes dans la prise des décisions** : notamment sur l'avantage d'implication des femmes dans les débats publics et la prise des décisions sur des issues de la paix et la sécurité dans la zone. Nous avons noté un changement dans la volonté des hommes membres de la communauté de participer dans les dialogues communautaires sur les normes sociales, par exemple ils participent dans plusieurs réunions, ils contribuent activement aux discussions et les femmes membres des groupes confirment que ces hommes les écoutent et les donnent d'espace à contribuer au dialogue.
 - Les entretiens menés par l'équipe avec la population de Kamanyola, Kakamba et Lemera en juillet 2018 signifient un changement important du côté des hommes en particulière, qui, avant les campagnes de sensibilisation du projet, ont perçu le renforcement de participation des femmes dans la prise de décision soit au ménage, soit dans un forum communautaire, comme une menace qui touche directement au pouvoir des hommes. C'est particulièrement significatif dans le contexte de conflit dans ces régions - beaucoup des hommes ont décrit leurs expériences d'avoir rejoint des groupes armés parce qu'ils ont vu leurs rôles comme « protecteur » de leurs familles et leurs communautés.

2. Etat de la question

Par cette note, le consortium Alert formule **deux sollicitations complémentaires** qui touchent la consommation du budget, et la finalisation de certaines activités du projet en cours :

- **Extension sans coûts de six mois allant du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2019** pour la finalisation de certaines activités du projet en cours ; et
- **Autorisation d'une réallocation budgétaire des quelques dépenses** sans dépasser le budget global selon le contrat signé.

2.1. Extension sans coûts

L'examen du rapport financier à la fin de janvier 2019 montre un taux de dépenses situé autour de \$3 473 260.55, ou 50% et les partenaires ont une avance de \$834,949 qui sera justifié en février 2019 à 5 mois de la fin du projet.

L'extension sans coûts est nécessaire pour l'une des raisons suivantes :

- **Pour clôturer le projet dans une manière efficace** : nous allons faire un accompagnement et suivi des structures mises en place, les AVECs et accompagner le plan d'action issu de dialogue Bijombo. La bonne clôture du projet va avoir un impact aussi sur la durabilité des processus appuyés par le projet. Par exemple au cours de la dernière année du projet, nous avons appuyé le développement d'une série des plans d'action, qui étaient développés dans une manière participative. Si on termine le projet sans avoir accompagné le processus de mise en œuvre de ces plans d'action, on risque d'avoir élevé les attentes des membres de la communauté qui a participé dans l'élaboration de ces plans, sans avoir facilité leur implémentation. Si les membres de la communauté ne peuvent pas voir des changements concrets liés à ce processus participatif, ils n'auront pas la volonté de participer dans les projets de stabilisation et consolidation de la paix à l'avenir. Ça risque de fragiliser les résultats que le projet a déjà réalisés à travers les processus de dialogue.
- **Pour impliquer les nouvelles autorités de l'Etat** : la réussite du projet Tujenge reste sur la forte implication des autorités dans tous les processus de dialogue et de résolution des conflits. Une grande partie des activités de la première année était le développement des

rapports avec les autorités clés et au cours du projet, nous avons consolidé ces rapports. Cependant, en décembre 2018 la RDC a tenu des élections présidentielles et un nouveau gouvernement est en train d'émerger. Cela aura des impacts au niveau provincial et territorial aussi pendant les mois qui suivent, ou on attend des changements de certaines positions clés au projet. Pour assurer que les acquis des deux dernières années du projet continuent à être soutenus, nous avons présenté le projet aux nouvelles autorités en mars/avril. Une vite passage des anciens aux nouvelles autorités risque de fragiliser la durabilité des résultats déjà obtenus à travers le projet.

- **Pour consolider certaines nouvelles activités** : sous objectif 5 spécifiquement, nous avons élaboré une stratégie pour augmenter le niveau d'impact des activités genre car les activités de la première année étaient trop micro. Nous avons proposé des activités de plaidoyer, par exemple pour plaidoyer que les priorités du plan d'action provincial sur le genre sont aussi intégrés dans le plan de développement local de la chefferie. Si le projet termine en juin, nous n'aurons pas le temps de consolider ces nouvelles activités et assurer que les groupes de dialogues ont les capacités d'un niveau suffisant pour être capable de continuer de mener des activités d'impact important après la fin du projet.
- Pour le **retrait de certains partenaires** peu efficaces, notamment les partenaires CARITAS Uvira, UGEAFI et IFDP, qui ne seront pas impliqués dans les activités que nous avons identifiées comme des activités stratégiques.

Vu ce qui précède, le consortium Alert demande une extension sans coûts de six mois.

L'extension sans coûts va permettre les activités d'être mise en œuvre, d'appliquer à la clôture efficace du projet et d'assurer que les communautés et autorités ont une forte connaissance des résultats du projet et comment ils peuvent continuer d'avoir l'impact.

Même avec l'extension sans coûts, le consortium Alert ne peut pas mettre en œuvre toutes les recommandations stratégiques du niveau provincial et national à travers les activités de plaidoyer sous les 5 objectifs – par exemple, le suivi du processus d'arrêté, les pistes de plaidoyer sur le processus de DDR communautaire, et les actions prioritaires tirées de plan d'action genre pour la province. Le projet voudrait identifier les processus de dialogue et plaidoyer important à travers ses objectifs où il y a une opportunité d'avoir un plus grand impact au niveau provincial et national, et élaborer des stratégies de mener des activités de plus grande échelle. Donc, une proposition d'une éventuelle extension avec coûts pourra envisager, qui commencera juste après la fin du projet, pour continuer la stabilisation de la ZP. Si l'extension sans coûts est accordée, l'équipe du consortium Alert avec SSU/ STAREC feront une proposition concrète sur une extension avec coûts en se concentrant sur les activités qui continueront à contribuer le plus à la stabilisation de la ZP et qui transformeront les dynamiques avec la durabilité et l'impact en perspective.

2.2. Autorisation d'une réallocation budgétaire

Avec cette note, Alert demande une prolongation du projet de six mois sans coûts supplémentaires. Pour permettre l'opérationnalisation du projet pendant le 6 mois d'extension, nous avons réalloué certains coûts entre des catégories du budget (*voir la première fiche de budget « résumé » pour un tableau de dépenses par catégorie*).

- L'argent épargné des couts des activités après la restructuration des activités :
 - 2,481,122.01 USD

	Budget originel		Budget révisé	
	Montant	% du budget total	Montant	% du budget total
Couts des activités	4,328,008.95	61.83%	4,114,807.67	58.78%
Couts directs de soutien	2,214,047.35	31.63%	2,427,248.40	34.67%
Couts indirects	457,934.94	6.54%	457,943.92	6.43%

Dans cette répartition des couts, Alert propose les relocations budgétaires suivantes :

- Ajouter à 100% à la contribution au poste de « Chargé de Projet Principal » : pendant la clôture du projet, nous avons besoin d'un chargé de projet principale qui va jouer le rôle de coordination entre les partenaires des différents objectifs. Pour assurer une bonne clôture du projet et la pérennisation des actions par les autorités (acteurs étatiques) et les membres des structures, le chargé de projet principal va assister le chef du projet dans la gestion au quotidien du projet, maintenir les bonnes relations avec toute les parties prenantes (notamment les acteurs étatiques du niveau du territorial et provincial) et se rassurer sur l'implication effective des autorités dans toutes les activités qui seront menées par les partenaires locaux et les chargés du projet d'Alert International à Bukavu et sur le terrain.
- Ajouter 20% à la contribution au poste de « Conseiller Sécuritaire » : à partir de mai 2019. Le projet Tujenge est implémenté dans un contexte volatile, ce qui demande un œil extérieur du projet pour orienter et donner le conseil vis-à-vis du contexte. Ainsi, nous allons ajouter une contribution de 20% au salaire de Conseiller Sécuritaire. Ce conseiller appuie le projet chaque fois qu'une descente est organisée pour la tenue d'une activité dans la zone – avant chaque descente sur terrain, il fait une analyse des risques du projet, il est en contact avec des acteurs clés de terrain – notamment les chefs de chefferies, les acteurs étatiques et nos propres points focaux – et il accompagne la stratégie de la gestion des activités sensibles qui demandent l'implication des acteurs « spoilers » du projet. Étant donnée le niveau d'insécurité et la volatilité de la zone d'implémentation, ce rôle est indispensable pour le bon déroulement des activités et la réussite des résultats du projet.

3. Détails par objectif – justification de l'extension du projet

Prier de regarder le **plan de travail en annexe** en parallèle aux explications narratives ci-dessous.

Objectif 1 : Dialogue Démocratique

Etat d'avancement d'objectif 1 début mai 2019 :

En août 2018 le projet a commencé le processus des analyses de la **recherche action participative (RAP)** sur les différents conflits de la zone avec un accent particulier sur le conflit jugé prioritaire par les membres des communautés. La RAP a permis aux membres des communautés locales de

collecter et d'analyser eux-mêmes les informations sur les causes et les dynamiques des conflits et ainsi dégager les conflits prioritaires par zone en proposant des pistes des solutions concertées. A travers ce processus, 3 conflits prioritaires ont été sélectionnés pour faire l'objet d'analyse plus approfondi notamment :

1. Le conflit de pouvoir coutumier entre la communauté Bafuliiru et la communauté Barundi dans la chefferie de la Plaine de la Ruzizi.
2. Le conflit intercommunautaire entre les Bavira et les Banyamulenge autour de la gestion du pouvoir coutumier et de la propriété du groupement de Bijombo.
3. Le conflit entre les petits exploitants agricoles et miniers contre les grands concessionnaires agricoles et miniers à Lemera en collectivité- chefferie des Bafuliiru.

En février, Alert et ses partenaires d'objectif 1 ont fait une revue des activités restant à faire avant juin 2019. Etant donnée la complexité de chacun des trois conflits prioritaires mentionnés ci-haut, et que seulement restent 4 mois du projet, le consortium, en consultation avec le Secrétariat Technique du Sud Kivu, a décidé de focaliser ses efforts sur un conflit stratégique, sur lequel le projet peut avoir un impact important dans la période qui reste. Le consortium a choisi le conflit Bijombo comme focus, basé sur les justifications suivantes :

- **Capacité d'avoir des résultats importants dans une période assez courte :** Le projet a développé une base d'analyse plus profonde sur ce conflit, par rapport aux autres conflits prioritaires, notamment le rapport de recherche que le projet a fait sur les événements à Bijombo en avril 2018. Le projet va capitaliser sur cette recherche déjà développée – à travers lequel nous avons identifié les parties prenantes qui doivent être impliquées dans le processus de dialogue et des pistes de questions clés pour le dialogue – pour avoir un impact plus important dans une période assez courte.
- **Pertinence pour des autres conflits, répliquabilité :** Le conflit de Bijombo est un exemple d'un problème profond du dualisme de pouvoir et qui touchent beaucoup d'autres sites et systèmes de conflit dans la Plaine de la Ruzizi. En ciblant ces questions de dualisme de pouvoir qui ont une pertinence plus large, le projet aura des leçons et résultats qui peuvent nourrir des autres processus de dialogue dans la zone.
- **Volonté et l'élan pour la transformation du conflit :** Les événements de 2018 à Bijombo ont capté l'attention des acteurs au niveau du territoire et de la province ainsi qu'au niveau national, y compris d'autres acteurs influents notamment la MONUSCO et STAREC. Ce niveau de volonté et de l'élan des parties influentes est fondamental pour la transformation du conflit à Bijombo, qui est sous-tendu par des dynamiques liées au pouvoir aux niveaux provincial, national et régional. Le projet va capitaliser sur cette volonté pour convaincre les acteurs des différents niveaux à participer dans le processus de dialogue. Ça va nous permettre aussi de consolider les résultats auprès des acteurs qui vont jouer un rôle important dans la durabilité des solutions accordées dans le dialogue, notamment les officiels du gouvernement qui auront le mandat de mettre en œuvre les pistes accordées dans le plan d'action produit à la fin du processus de dialogue.

Ce processus de dialogue à Bijombo est déjà en cours. En avril et au début de mai, les partenaires (ADEPAE, RIO et SVH) ont organisé des séances de **restitution de la recherche** sur le conflit Bijombo, une **formation des modérateurs** des dialogues, et des **mini-dialogues** au niveau communautaire pour identifier les actions prioritaires par rapport aux recommandations et plan d'actions basés sur les résultats des recherches menés.

Entre mai et juin 2019, le projet va se focaliser sur les étapes suivantes :

- Un **grand dialogue** clé sera organisé à Uvira qui aura comme objectif que les communautés et les parties prenantes obtiennent un consensus sur le mécanisme de mettre fin au parallélisme de pouvoir. A la fin du dialogue, les parties prenantes vont signer un accord de paix et vont déterminer les pistes d'un plan d'action pour adresser les questions identifiées comme facteurs et questions clés pour la paix et la sécurité.
- Un **comité de suivi** sera établi pour faire le suivi de la mise en œuvre du plan d'action
- Des activités de vulgarisation du plan d'action seront menées auprès des différentes communautés à Bijombo et auprès des autres acteurs influents aux niveaux territorial, provincial, et national.

La justification de l'extension – les activités à faire entre juillet et décembre 2019

L'extension juillet à décembre 2019 sera important pour consolider les résultats de processus de dialogue commencé dans l'année 2 du projet et d'assurer que les actions prioritaires soulignées dans le plan d'action sont mises en œuvre. Le processus de dialogue mené entre mai et juin va créer des attentes des communautés que certains moteurs du conflit à Bijombo seront adressés, notamment la dualité de gouvernance des questions sécuritaires à Bijombo. Si ses attentes ne sont pas gérées – et s'il n'y a pas des résultats et changements tangibles – la volonté des communautés de participer dans les processus de la paix sera affectée et les opportunités pour une résolution de conflit durables seront réduites. L'extension va nous permettre de :

- Appuyer techniquement des **comités de suivi** à prendre le lead sur le suivi de plan d'action et des accords signés entre les autorités et les membres de la communauté sur les points d'action qui va sortir du processus de dialogue (par exemple, travailler avec les comités d'élaborer des stratégies pour la mise en œuvre des recommandations prioritaires de plan d'action et d'élaborer et mettre en œuvre des outils de suivi).
- Développer une **stratégie politique** ; le plan d'action contient les revendications des parties en conflit. Lors du dialogue, que de parler dans le vide, le plan d'action servira pour orienter les parties dans l'énumération de leurs revendications ainsi que leurs exigences pour faire la paix. Dans cette stratégie, nous allons identifier des alliés potentiels qui doivent être impliquer dans la mise en pratique des recommandations de plan d'action et aussi les spoilers et développer un plan pour les gérer. Etant donnée la sensibilité de conflit Bijombo, il faut avoir une stratégie claire pour prendre en compte les intérêts des différents acteurs. Ces intérêts changent souvent dans le contexte, donc il faut que les comités de suivi aient des capacités de faire le suivi de ces changements et les prendre en compte. Les résultats du dialogue seront fragiles et vont demander un suivi proche et stratégique.
- Donner un appui **d'accompagnement technique et financière** aux comités de suivi et les autorités locales pour assurer que les actions prioritaires de plan d'action sont mises en œuvre dans une manière stratégique, inclusive et participative aux communautés touchées par le processus de dialogue Bijombo.
- Appuyer un **groupe consultatif de suivi** des avancées des projets de stabilisation dans la zone prioritaire. Ce groupe consultatif va assurer la participation active des autorités stratégiques et prenantes au niveau provincial dans la création d'un environnement politique favorable aux changements escomptés à travers le processus de dialogue.

Il y aura aussi une valeur ajoutée de mener ces activités après juillet quand les nouvelles autorités au niveau provincial et national seront en poste ; il sera important d'assurer que ces nouvelles autorités sont convaincues de l'importance de continuer à appuyer le processus de dialogue spécifié dans le

plan d'action et qu'ils ont les capacités de le suivre. Dans cette tâche, le CAP, le STAREC et le CTC vont jouer un rôle très important de coordination et d'implication et plaider auprès des acteurs politiques et étatiques, surtout au niveau provincial et national.

Objectif 2 : Gouvernance foncière

Etat d'avancement d'objectif 2 début mai 2019 :

Depuis le début du projet, le projet a connu des résultats importants liés à la réduction de conflits transhumances et le renforcement des acteurs étatiques et non-étatiques de gérer des conflits liés à la terre (voir « 1. Contexte » ci-haut pour les détails de ces résultats). Pendant la deuxième année du projet, l'accent des activités est sur la durabilité de ces résultats, notamment :

- a) **L'élaboration de certains outils clés** (comme des cartes foncières) que les services fonciers et communautés peuvent continuer à utiliser après la fin du projet : Entre août 2018 et janvier 2019, le projet a facilité **une cartographie** parcellaire dans certains groupements dans la zone d'intervention pour identifier les conflits liés à la transhumance et a commencé à développer des recommandations pour l'occupation et l'utilisation des terres afin de résoudre ces conflits. Entre mars et avril, 8 cartes foncières ont été produites qui expliquent la délimitation des parcelles dans les sites ciblés par le projet, et les différentes manières dans lesquelles ces parcelles sont utilisées.
- b) Un **processus de dialogue entre les propriétaires des grandes concessions et les paysans sans terre** : en mai 2018 et janvier 2019, deux études diagnostiques ont été élaborées pour avoir une analyse détaillée de l'histoire de l'usage de certaines grandes concessions de terre a) à Lemera, Uvira et Kakamba (fait entre février et mai 2018) et b) à Kamanyola, Kakamba, Kabunambo et Lemera (fait entre novembre 2018 et mars 2019). Les études ont analysé les acteurs qui sont impliqués dans les conflits sur ces concessions, et les points d'entrées pour la résolution de ces conflits. Ces études vont servir comme base pour les dialogues entre les grands concessionnaires et les paysans, pour identifier des mécanismes concrets d'accès à la terre pour les paysans.
- c) Des activités de plaidoyer ciblent aux **changements institutionnels** afin de prévenir des conflits et faciliter la résolution efficace des conflits fonciers. Depuis la première année du projet, Alert et ses partenaires ADEPAE et IFDP ont mené une série d'activités de plaidoyer au niveau provincial et national sur la question de l'édit foncier. Grâce à ces activités, le projet a réussi à convaincre des acteurs politiques influents – y compris le Gouverneur de la province de Sud Kivu – sur l'importance de la révision de la loi foncière. Pendant août et décembre 2018, le projet a développé des pistes d'un édit sur la loi foncière plus sensible aux conflits et la réalité de contexte de la Plaine de la Ruzizi. Cependant, avec des changements politiques après des élections nationales, et les délais potentiels qui ces élections peuvent entraîner pour l'approbation d'édit, le projet a adapté la stratégie et cibler un arrêté foncier au lieu d'un édit. L'arrêté a été signé 14 février 2019. Malgré le fait qu'il y a des différences entre ces instruments légaux, l'arrêté permettra le projet d'atteindre les mêmes résultats ciblés.

Entre mai et juin, le projet va focaliser sur les activités suivantes sous trois volets pour consolider les résultats à long terme :

- Activités de **vulgarisation des cartes et plans** produits avec les services fonciers (et renforcement de leur approbation de ces cartes et plans) et de la nomenclature des taxes et autres lois et textes foncières règlementaires.

- **Les dialogues entre les grands concessionnaires et paysans sans terre** à Kamanyola, Kigoma, Uvira et Lemera et produire des mini-plans d'action liés à chaque conflit qui expliquent clairement les pistes des solutions convenues entre les concessionnaires et les communautés.
- **Score card communautaire** sur la qualité des services fonciers étatiques et coutumiers.

La justification de l'extension – les activités à faire entre juillet et décembre 2019

L'extension du projet entre juillet et décembre 2019 nous permettra d'assurer

- la mise en œuvre de **l'arrêté sur la transhumance** et
- la mise en pratique des plans d'action produit à travers **les dialogues entre les grands concessionnaires et les paysans sans terre**.

Ce sont des activités à travers lesquels le projet peut avoir un impact plus large et structurel. Le projet a déjà investi beaucoup des efforts sur le processus d'élaboration de l'arrêté, et nous avons eu des résultats importants – notamment d'avoir convaincu le gouverneur de signer l'arrêté. Cependant, à ce niveau dans le processus, ces résultats restent fragiles s'il n'y a pas un accompagnement à tous les niveaux (national, provincial et territorial) pour la mise en œuvre de l'arrêté et de réaffirmer la volonté des acteurs étatiques, dont un nombre ont changé leurs positions politiques.

Entre juillet et décembre, le projet va se focaliser sur les activités clés suivantes :

- **Campagnes de sensibilisation** et de **plaidoyer visant la réforme du secteur foncier et l'application effective du cadre légal**, au niveau provincial et territorial. Des activités de vulgarisation au niveau provincial et territorial seront menées par les équipes de reconnaissance et avec les services fonciers.
- **Campagnes de sensibilisation** sur la mise en œuvre **l'arrêté sur la transhumance** au niveau provincial et territorial. Des activités de vulgarisation au niveau provincial et territorial seront menées par les comités mixtes au processus de la mise en œuvre de l'arrêté et des stratégies de suivi seront établies.
- **Suivre et renforcer les capacités des services techniques étatiques** et surtout l'administration foncière qui étaient ciblées dans les premières deux années du projet à consolider leur connaissance et de continuer d'améliorer l'accès et la qualité des services et faciliter un environnement favorable pour le dialogue entre les comités mixtes, les membres de la communauté et les autorités foncières.

Pendant la période d'extension, le projet ne continuera pas avec certaines activités qui n'avaient pas connu des grandes avancées et qui peuvent être facilitées par des services fonciers eux-mêmes, qui – grâce aux activités du projet pendant la première année - ont des capacités aujourd'hui de convenir et faciliter ces discussions. Par exemple, quelques activités ont été planifiées liées à la **création d'une plateforme de coordination** entre les services fonciers, les structures communautaires et les équipes de reconnaissance, y compris leur renforcement et des réunions régulières sur les plans d'aménagement et gestion du territoire. Ce paquet des activités reste important mais doit être approprié et facilité par les services fonciers pour avoir des résultats long termes et durables. En comparaison avec des autres activités d'objectif 2 soulignés ci-haut – cette activité n'est pas le même niveau de besoin de présence et inputs techniques du consortium pour réussir des résultats importants. Basé sur cette analyse, le consortium trouve que nous pouvons ajouter plus de valeur aux autres activités sélectionné pour la période de l'extension sans couts, mentionnées ci-haut.

D'autres activités seront supprimées parce qu'ils ne sont plus pertinents au contexte. Par exemple, **l'étude de capitalisation des approches et solutions innovantes** pour la résolution des conflits fonciers était planifié comme activité d'analyse qui peut nourrir l'édit mentionné ci-haut. Cependant, le processus d'arrêté a évolué vite pendant la deuxième année et les opportunités d'intégrer des résultats d'une étude comme ça, sont aujourd'hui réduites. Le consortium va jouer un rôle actif dans le plaidoyer et la vulgarisation de cet arrêté en assurant que ce processus est inclusif des intérêts de toutes les communautés de la zone ciblées qui sont touchées par le conflit foncier.

Objectif 3 : Gouvernance sécuritaire

Etat d'avancement d'objectif 3 début mai 2019 :

Alert a accompagné les CLSPs à mener **une étude score card** dans les groupements ciblés par le projet pour comprendre le niveau de satisfaction des membres communautaires avec les services sécuritaires dans leur région. A l'aide de score card communautaire, des réunions régulières ont été tenues entre les structures communautaires représentatives des différentes couches sociales, la population et les autorités en charge de la sécurité pour évaluer la qualité des services en la matière.

Le score card a identifié des priorités locales liées à la sécurité et il a donné des orientations pour l'élaboration de **trois plans d'action** des stratégies et actions concertées permettant d'adresser les questions sécuritaires et de protection et, comme résultat, renforcer la confiance et collaboration entre les services étatiques sécuritaires et les communautés. La mobilisation communautaire autour des questions de paix et de sécurité à travers le score card permis la réduction de l'espace vertical entre gouvernés et gouvernants, à travers des espaces d'échange réunissant des acteurs de sécurité (armée, police) et les membres de toutes les communautés cibles. Un plan d'action a été élaboré par la chefferie de Bafuliuru. Cependant, il reste de valider et accompagner ce plan. Deux autres seront élaborés avant juin à la chefferie de Bavira et au secteur d'Itombwe.

Entre mai et juin le projet sera focalisé sur les activités suivantes :

- Des plans d'action élaborés pour mitiger les risques sécuritaires dans la zone seront validés et des **recommandations formulées** pour améliorer la qualité des services en matière de protection. **Les initiatives de plaidoyer** se réaliseront à chaque niveau pour assurer le suivi.
- Le renforcement des capacités des agents en charge de la sécurité sur les aspects liés au genre, aux droits humains, et au code déontologique renforcera le respect de ces agents de leur mandat et la reconstitution de la confiance de la population qu'ils sont censés protéger.

La justification de l'extension – les activités à faire entre juillet et décembre 2019

Sous objectif 3, l'extension du projet entre juillet et décembre 2019 permettra le projet à consolider les acquis de projet en vue de la pérennisation. Pendant les dernières 2 années du projet, Alert et ses partenaires ont accompagné des communautés et services sécuritaires d'élaborer des plans sécuritaires locaux pour chaque site ciblé ainsi que des plans pour le DDR communautaire dans la zone. Ces plans représentent déjà un résultat important d'avoir amené des communautés et autorités étatiques en accord avec certains priorités clés liées à la sécurité dans la zone et d'avoir surmonter la méfiance entre eux sur ces issues très sensibles. Cependant, pour assurer la mise en œuvre durable de ces plans, il faut qu'ils soient appropriés par des autorités aux niveaux provinciaux et nationaux, qui vont jouer un rôle de suivi et coordination. Au niveau communautaire, les autorités locales ont besoin d'accompagnement technique dans la mise en pratique de certains

prioritaires soulignés dans les plans alors que la collaboration continue avec des communautés dépend de la réalisation des résultats concrets dans le court et moyen terme.

Entre juillet et décembre 2019 le projet sera focalisé sur la mise en œuvre des priorités des plans d'action sécuritaires et la campagne de plaidoyer sur le processus de DDR communautaire. Étant donné des résultats importants du projet pendant les deux premières années, les activités de sensibilisation des groupes armés vont continuer aussi et les liens avec la réintégration sous objectif 4 seront renforcés :

- Activités de plaidoyer pour la mise en application des plans d'action sécuritaires par les autorités provinciale/nationales et le commandement de la PNC et fonds flexibles pour la mise en œuvre de certaines activités clés
- **Une série des activités de plaidoyer** seront menées par les autorités coutumières et les groupes consultatifs avec l'appui de consortium, UAS-STAREC auprès des autorités pour la matérialisation et l'appropriation d'un processus de DDR local par les autorités compétentes. Ce plaidoyer va consolider les résultats des dialogues déjà eu sur la question de DDR communautaire ; entre mai et juin 2019, le projet va organiser des réunions formelles pour plaider pour une stratégie DDR communautaire, basé sur plusieurs conversations et réunions tenus à chaque niveau sur la question, pas seulement par Alert mais aussi par des initiatives des autres ONGs et acteurs étatiques. Par exemple, il y a déjà une stratégie interprovinciale élaborée mais c'est une question d'avoir l'approbation de la stratégie, d'assurer qu'il y aura un environnement favorable au niveau politique (étant donné les changements des acteurs politiques) et d'avoir un plan d'action pratique pour l'opérationnalisation.
- Les **échanges réguliers entre autorités politico-administratives** locales / territoriales / provinciales / nationales et le commandement de la PNC vont continuer pendant l'extension parallèlement au processus de plaidoyer sur le plan DDR communautaire
- Sensibilisation ad hoc des groupes armés pour leur démobilisation et réintégration : Compte tenu des résultats obtenus pendant la période précédente dans la zone, la question sur le **désengagement des groupes armés** sera plus focalisée dans les moyens plateaux et hauts plateaux d'Uvira (Lemera, Kigoma et Bijombo), car il convient de préciser que c'est plus dans ces zones où l'activisme des groupes armés est plus visible et dans lesquelles les acteurs ont plus d'influence. La question de renforcement de confiance entre les forces et services de sécurité ainsi que la population sera implémentée dans la plaine de la Ruzizi, à Uvira, Mikenge, Kamanyola et les moyens plateaux et hauts plateaux d'Uvira. Certaines **émissions radios** seront produites et diffusées entre juillet et septembre, mais seront supprimées graduellement dans les derniers 3 mois de l'extension lorsque le projet va prendre fin.

La valeur ajoutée de faire la prolongation est que des activités qui restent à faire entre mars et juillet doivent précéder ces activités de plaidoyer. Les plans d'action seront complets avant juin et seront développés à travers la collaboration étroite entre les CLSPs, les UCS et les agences sécuritaires.

Objectif 4 : Cohésion sociale dans la zone prioritaire

État d'avancement d'objectif 4 début mai 2019 :

Dès le début du projet, 480 jeunes hommes et femmes non-instruits, et 180 démobilisés et personnes à risques regroupés en 36 AVECs à travers les activités de relance socio-économique sous l'objectif 4 ont bénéficié du projet. Entre mars et septembre 2019, le projet va se focaliser sur l'augmentation du nombre des jeunes hommes et jeunes femmes bénéficiés de ces activités pour

avoir un plus grand impact et laisser des cadres de jeunes plus capables d'influencer un changement des attitudes et comportements lié à la cohésion sociale entre des communautés divisées dans les groupements ciblés par le projet.

Pour aboutir à cet objectif, entre mars et juin **le projet va :**

- **Appuyer la structuration de 32 nouvelles AVECs (avec 576 jeunes membres, dont approximativement 230 seront des femmes).** Au total, 1216 jeunes hommes et jeunes femmes non-instruits (730 hommes et 486 femmes) seront membres des 68 AVECs anciennes et nouvelles à la fin du projet. Les jeunes hommes et femmes non-instruits réalisent quelques activités préparatoires avant de se joindre aux AVECs⁴ qui répondent aux besoins psycho-sociaux des jeunes hommes et femmes afin d'être en mesure de s'appliquer activement aux activités d'AVECs.
- Mettre en place certaines filières économiques pour 200 jeunes hommes et femmes instruits basé sur l'étude menée par GEL (Guichet d'économie locale) pendant la deuxième année
- Donner un appui technique aux AVECs déjà établies pour les rendre durables, notamment en renforçant leurs structures d'organisation, et les réseaux entre les AVECs par groupement, pour faciliter l'accompagnement mutuel après la fin du projet.
- Intégrer certaines activités qui pourront accompagner les jeunes vulnérables de Kala (qui seront démobilisés comme résultat des actions menées sous le 3ème objectif gouvernance sécuritaire) à élaborer un plan d'action de leurs initiatives.

La justification de l'extension – les activités à faire entre juillet et décembre 2019

L'extension du projet sera fondamentale pour la consolidation des AVECs, coopératives et filières économiques mis en place pendant le projet et va assurer la durabilité de ces structures qui contribuent à la cohésion sociale et réintégration des jeunes à risque. L'approche holistique du projet a déjà eu des résultats importants dans les sites ciblés, notamment en renforçant la cohésion entre des jeunes des différentes communautés à travers des activités économiques et en appuyant les jeunes d'empêcher leur recrutement par des leaders locaux et groupes armés dans les activités violentes. Cependant, c'était seulement dans les derniers 12 mois que le projet a réussi de structurer ces jeunes dans les AVECs et coopératives, et d'identifier des filières économiques pertinents afin de durabiliser ces résultats. De plus, pendant la période du projet, Alert et ses partenaires ont ajouté une groupe cible spécifique sous objectif 4 pour mieux accompagner des jeunes ex-combattants de Kala, qui sont à haut-risque d'être rerecruter dans les groupes armés s'ils ne sont pas bien réintégrés socialement et économiquement dans la communauté. L'extension du projet permettra de suivre la mise en œuvre des AVECs, coopératives et filières économiques, et de les donner un accompagnement technique afin de les pérenniser. De plus, l'extension permettra l'objectif 4 du projet à renforcer les résultats d'objectif 1 du projet en ciblant un nouveau groupe des jeunes

⁴Ces activités préparatoires prises en compte sont, l'alphabétisation, appui psycho social et counseling ; la réhabilitation des routes de dessertes agricoles / Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) ; le renforcement des capacités selon les filières ; l'octroi des kits de réinsertion socio-économique (Activités génératrices des revenus) ; et l'organisation des activités sportives et culturelles.

hommes et femmes à risque à Bijombo et de renforcer leur cohésion sociale à travers 10 nouveaux AVECs entre juillet et décembre 2019.

Le focus des activités d'objectif 4 pour la période d'extension entre juillet et décembre sera :

- Les activités de suivi et consolidation des **nouvelles AVECs et filières** mis en place et des activités économiques basées sur les filières identifiées. L'extension va aider à assurer une bonne qualité de transition des activités avec les jeunes vulnérables de Kala selon le plan de sortie développer pour éviter la perte des acquis du projet.
- Réunions de cadre d'échange d'expérience et de dialogue entre les jeunes entrepreneurs, le pouvoir public et le secteur privé : ce groupe représente les acteurs qui vont assurer la continuation des résultats après la fin du projet. Pendant les dernières 4 mois du projet, il sera important de les accompagner d'avoir des réunions régulières, d'approprier le processus de suivi des AVECs, coopératives et activités filières, et de développer des stratégies pour assurer la durabilité de ces activités.
- **L'intégration d'un dernier groupe de 200 jeunes de Bijombo**, parallèlement au processus de dialogues mentionné ci-haut sous objectif 1, dans les nouvelles AVECs.

Objectif 5 : Niveau VSBG réduit dans la zone prioritaire

Etat d'avancement d'objectif 5 début mai 2019 :

Pendant la période initiale du projet, le projet a eu un accent particulier sur la prévalence des normes sociales nocives qui contribuent à perpétuer les VSBG, il a été aussi question de travailler sur l'amélioration de relation entre les hommes et les femmes au niveau de ménage pour ainsi réduire VSBG dans la ZP. Le point de départ pour l'atteinte de ces deux résultats était la RAP couplées par une étude CAP (comportement, attitudes, pratiques) sur les VSBG permettant de contextualiser la problématique des VSBG (type et sources de violence, récurrence, conséquences, auteurs, services de prise en charge disponibles, qualité et accessibilité aux services, etc.) et d'en analyser les causes profondes. Pendant la période entre avril et juin, le projet va focaliser sur la clôture de certaines activités au niveau communautaire et commencer d'identifier des points d'entrée pour des activités de plaidoyer stratégique qui seront le focus de l'extension :

- **Dissémination des résultats de la RAP** auprès des acteurs/leaders locaux réunis au sein d'un cadre de concertation et seront complétés par les résultats des recherches et initiatives déjà menées par SOFAD. Il faut noter que deux études CAP ont été planifiées dans le projet – une au début du projet et une à la fin. Cependant, à cause des retards connus au début du projet, la première étude CAP était faite en février 2019 et donc, il était décidé qu'il n'y a pas de valeur ajoutée de refaire le CAP juste quelques mois après, pendant l'extension du projet – selon Alert et ses partenaires, le niveau de changement attendu prendra plus que quelques mois et donc il n'est pas attendu qu'une deuxième CAP vont montrer des résultats assez différents. Les ressources seront réallouées aux autres activités plus stratégiques.
- **Clôturer** les activités de sensibilisation et vulgarisation sur le nouveau Code de la Famille
- Organiser une dernière **tribune d'expression populaire** sur les résultats RAP.
- Les réunions des groupes de dialogues vont continuer ; l'attention spécifique sera mise sur l'implication des femmes et leurs intérêts dans le processus de dialogue de Bijombo (objectif 1)

La justification de l'extension – les activités à faire entre juillet et décembre 2019

L'extension du projet sera particulièrement importante pour l'augmentation de l'ampleur des activités sous objectif 5 à travers la consolidation des liens entre les résultats au niveau

communautaire, au niveau territorial et au niveau provincial. L'extension permettra aussi de capitaliser sur la recherche profonde menée par le projet pendant la deuxième année sur les causes profondes de VSBG, en menant des activités de plaidoyer sur certaines recommandations clés auprès des autorités des différents niveaux.

Pendant la replanification des activités qui était menés en mars 2019, Alert et ses partenaires ont réfléchi sur le niveau d'impact des activités d'objectif 5 ainsi que la cohérence avec les autres objectifs du projet. En planifiant les priorités pour les derniers mois du projet, le consortium a décidé de :

- Réduire les activités au niveau communautaire et travailler dans une manière plus étroite avec les autorités étatiques de prendre un lead sur ces activités
- Augmenter l'accent sur les activités de plaidoyer – spécifiquement au niveau de la province – en utilisant les résultats de la recherche RAP pour guider nos efforts et en prenant les axes prioritaires du plan provincial sur le genre, qui était publié en 2019 et va guider les interventions du gouvernement provincial dans les 5 ans qui suivent.

Conformément à cette logique, la période d'extension (juillet – décembre 2019) sera focalisée sur 3 nouvelles activités de plaidoyer spécifiques qui vont tirer des leçons et résultats des activités des dernières deux années et les élever dans les activités de plaidoyer plus structurelles et mené en collaboration avec les acteurs étatiques au niveau provincial et territoriale. Ces trois activités ont été tirées du cinquième axe de plan provincial du gouvernement Sud Kivu sur le genre :

- Renforcement des **capacités des femmes dans le dialogue communautaire** et inter communautaire, pour la consolidation de la paix et la mise en œuvre de la Résolution 1325
- Renforcer **des mécanismes communautaires** de la Résolution 1325 : Le groupe de dialogue continuera d'être la structure principale pour la conduite de ces activités. Le projet va accompagner le groupe de renforcer leurs capacités pour le plaidoyer stratégique spécifiquement lié à la Résolution 1325.
- Appui **financière aux initiatives de paix soutenues/gérées par les femmes** sur la consolidation de la paix et la mise en œuvre de la Résolution 1325. L'identification de ces activités sera menée en parallèle avec les autres objectifs pour que les synergies puissent être faites entre les activités des UCS d'objectif 3, la mise en œuvre de plan d'action de dialogue Bijombo d'objectif 1, et avec les activités de renforcement de cohésion sociale mener sous objectif 4 par exemple.

4. La contribution à la promotion des initiatives genre

Pendant les deux années passées, le projet a déjà fait des contributions importantes à la promotion d'égalité genre à travers les activités des 5 objectifs. La stratégie genre est mise en pratique à deux niveaux :

- a) Premièrement toutes les activités du projet doivent impliquer un nombre minimum des femmes et promouvoir leur implication dans la prise des décisions parmi les structures appuyées par le projet. Par exemple, parmi les jeunes ciblés par les activités des AVECs et coopératives, un minimum de 40% des jeunes sont impliqués dans ces activités sont des jeunes femmes, notamment des jeunes femmes qui ont été associées – ou qui sont à risque d'être associées – avec des groupes armés. Pendant la structuration des jeunes dans ces AVECs et coopératives, le projet organise des ateliers de renforcement, par exemple sur le

leadership et gestion de ces structures. Parmi ces activités, des séances sont organisées sur la promotion de leadership des jeunes femmes et le leadership inclusif pour encourager des jeunes femmes de postuler les positions de leadership et pour encourager les autres membres de l'AVEC (par exemple) de nommer des femmes pour ces positions. Ainsi dans le cadre de la gouvernance sécuritaire, compte tenu de leurs expériences et implication active, les femmes sont considérées comme des pierres angulaires compte tenu de leur participation active dans les analyses de contexte (fora des villages et des groupements), aux CLSP et dans la mise en place et tenue du groupe consultatif, aux activités de sensibilisation des groupes armés et même à leur accueil.

- b) Deuxièmement, sous les activités de objectif 5, le projet touche des objectifs genre spécifiques, notamment la réduction de la VSBG et la promotion de la mise en œuvre des lois et politiques de protection des droits des femmes. Dans ce cadre, plus de 220 réunions du groupe de dialogue genre 4 campagnes de sensibilisation des jeunes hommes et femmes et 3 tribunes d'expression ont été tenues pendant les deux années passées du projet sur la sensibilisation des communautés et autorités locales sur les droits des femmes de participer dans la prise des décisions, et la réduction de certaines pratiques néfastes comme le mariage précoce. Le projet a contribué aux résultats importants au niveau communautaire – notamment l'héritage de terre par certaine femme à Kamanyola, 33 femmes sont nommées chefs d'avenues à Kamanyola, Lemera et Kakamba, 6 autres intégrées dans la gestion technique de la chefferie Bafuliiru et 2 dans le conseil du groupement de Kigoma.

Par rapport au budget, 40% des coûts du budget sont dépensé sur les activités de la promotion de genre (voir le budget).

Pendant les derniers 6 mois du projet, Alert a adopté une nouvelle stratégie d'engagement étroite avec les autorités provinciales et territoriales sur la promotion de plan provincial sur le genre, en collaboration avec le Ministre de genre et la Division genre Sud Kivu. L'extension nous permettra d'augmenter l'ampleur des résultats du projet sous objectif 5 en particulière, à travers trois nouvelles activités clés intégrées dans le projet qui sont directement lié aux priorités du plan d'action provincial.

5. Budget (Annexe)

6. Évaluation finale

L'évaluation du projet est gardée sur la planification au mois d'août 2019 en attendant la réponse concernant la demande d'extension avec coûts. Une fois la question d'extension clarifiée, la période d'évaluation va trouver sa place selon le calendrier qui sera convenu.